

“Le pouvoir de Kabila a besoin du chaos pour se maintenir”

RD Congo À deux mois des élections, l'impasse entre pouvoir et opposition est plus que jamais de mise.

Entretien Hubert Leclercq

Le 23 décembre, la République démocratique du Congo devrait passer par les urnes pour un scrutin présidentiel, législatif et provincial qui a déjà été reporté à plusieurs reprises. Le président, hors mandat, Joseph Kabila, ne peut se représenter, atteint par la limite des deux mandats successifs inscrits dans la Constitution congolaise. Mais l'alternance est loin d'être une évidence tant les dés semblent pipés par un pouvoir qui a transgressé toutes les règles pour s'accrocher au pouvoir.

Rencontre avec Olivier Kamitatu, un des leaders de l'opposition congolaise, directeur de cabinet de Moïse Katumbi, principal adversaire du clan Kabila. L'ancien gouverneur du Katanga est interdit de scrutin suite à une condamnation judiciaire dans un dossier immobilier monté de toutes pièces.

Nous sommes à deux mois du scrutin, l'opposition congolaise envisage-t-elle toujours de présenter un candidat unique à la présidentielle ?

Le peuple congolais veut l'alternance. Pour répondre à cette attente, l'opposition a le devoir de présenter une candidature commune à l'élection présidentielle. Tout le monde en est conscient. Je rappelle qu'en date du 12 septembre dernier, à Bruxelles, les leaders de l'opposition ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils ont annoncé un accord sur le principe d'une candidature commune. Les contacts se sont poursuivis à Kinshasa entre les principaux partis et regroupements. Ils ont permis de dégager plusieurs options stratégiques qui doivent être entérinées. Primo, pas de boycott des élections, secundo, la présentation d'une candidature commune à la présidentielle du 23 décembre 2018, tertio, l'adoption d'un plan d'actions communes pour le retrait de la machine à voter, la radiation des enrôlés sans empreintes digitales, la présence des observateurs internationaux et la sécurité pour tous les candidats, et enfin, la conclusion d'un programme commun de gouvernement.

Ce 26 octobre, une manifestation de l'opposition est attendue en RDC, qu'en espérez-vous ?

“Qu'il y ait ou pas élections, tout se fera sur fond de tricheries.”

Olivier Kamitatu
Vice-président du G7
et directeur de cabinet
de Moïse Katumbi.

À travers tout le pays, aussi bien dans les grandes villes qu'en milieu rural, les Congolais montrent qu'ils ne veulent pas de machines à voter. Le 26 octobre et les semaines qui suivent, ce message clair sera transmis avec force à ceux qui ont pris le processus électoral en otage. Nous appelons monsieur Nangaa (président de la Commission électorale nationale indépendante) et sa Ceni à revenir à l'application de la loi électorale et au respect de son calendrier qui veut que cette période soit consacrée à l'impression des bulletins de vote et non pas au déploiement des ordinateurs. Les Congolais ont droit à des élections justes, crédibles, sincères et fiables. Ne pas écouter la voix du peuple, lui interdire de manifester, lui imposer la terreur et pire, le regarder être massacré par des groupes armés dont on est bien souvent l'instigateur conduiront inéluctablement Joseph Kabila et ses partisans à la chute. Ils ne seront pas épargnés.

On a vu, la semaine dernière, un meeting de l'opposition interdit en dernière minute à Lubumbashi, on a connu le même scénario ce week-end à Bandundu-ville, des femmes opposantes ont été violées à Lubumbashi, dans ce contexte, peut-on envisager d'aller sereinement aux élections ?

La répression et le climat de terreur entretenus par le régime démontrent que les tenants du pouvoir ne veulent pas des élections crédibles, honnêtes et sincères. Les élections seront mal organisées. Le régime veut planter le décor du chaos et de la déstabilisation du pays pour continuer à s'imposer par la force, au mépris de la volonté du peuple congolais. La leçon politique à retenir est simple, monsieur Kabila ne veut pas quitter le pouvoir. Il veut continuer à imposer son système pour continuer à piller les ressources du pays.

De plus en plus de voix laissent entendre que la Ceni ne pourra être prête le 23 décembre, que le matériel électoral ne sera jamais acheminé sur l'ensemble du territoire à heure et à temps ?

Sous la dictée du pouvoir, la Ceni refuse avec arrogance et sans autre ex-

plication qu'une poussée opportuniste de souverainisme, l'appui de la logistique de la Monusco, l'expertise internationale et l'appui financier des partenaires. Inutile de vous faire un dessin. Alors qu'au même moment, le régime appelle à la mobilisation internationale pour endiguer l'épidémie d'Ebola, de l'autre, il veut organiser des élections à huis clos à coups de centaines de millions de dollars dépensés sans contrôle. En termes de logistique, de finances et de bulletins de vote, rien n'est prêt. Ces élections sont le prétexte d'un hold-up en bande organisée. Joseph Kabila et Corneille Nangaa porteront seuls la responsabilité de cet échec ! Car qu'il y ait ou pas élections, tout se fera sur fond de tricheries, de violences et de contestations.